DÉBATS

Sélections · Partage

CHRONIQUE

« La puissance publique n'est plus en retrait de la finance, mais à son chevet »

L'intervention massive des banques centrales et les sanctions financières contre la Russie semblent signifier le retour de la puissance publique sur les marchés. Mais une véritable « définanciarisation » n'est pas à l'ordre du jour, regrette l'économiste Jézabel Couppey-Soubeyran dans sa chronique.

Publié le 02 avril 2022 à 05h30 - Mis à jour le 02 avril 2022 à 14h58 | Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés

Chronique. La finance globale a du plomb dans l'aile. Elle n'est plus libéralisée, mais sous assistance. Elle n'est plus intégrée, décloisonnée, mais en voie de balkanisation. Est-on sur la voie d'une déglobalisation financière ? Peut-être. Mais seulement d'une « déglobalisation » de sauvegarde, du fait de la gestion des crises financière puis sanitaire. D'une déglobalisation guerrière, en raison des sanctions financières prises à l'encontre de la Russie. A quand une déglobalisation de transformation, celle qui permettra à nos sociétés d'aller mieux ?

Il ne faut pas oublier que l'apparente complexité technique des mutations de la finance dissimule mal l'exercice d'une volonté politique ! La globalisation financière, ce processus d'expansion de marchés, de produits et d'acteurs interconnectés, intégrés et internationalisés, a largement procédé d'une volonté politique de libéralisation qui s'est affirmée au tournant des années 1970-1980, d'abord dans les pays anglo-saxons, puis sur le continent européen, avant de gagner les pays émergents. La puissance publique s'est alors volontairement effacée, les Etats allant jusqu'à sacrifier leur accès direct au guichet de leur banque centrale et accepter l'indépendance de ces dernières. Elle a placé sa confiance dans le libre jeu du marché, avec pour dessein tacite l'essor du capitalisme financier. Avec les conséquences que l'on sait en matière d'inégalités, d'instabilité financière et de dégâts environnementaux.

Débrancher la perfusion

La déréglementation des banques a été l'une des forces motrices de ce processus. Ce ne sont pas les timides reréglementations des années 1990-2000, issues des accords de Bâle, qui ont ralenti le pas de la finance globalisée. Car elles ont été conçues pour accompagner, préserver le jeu du marché et protéger de ses à-coups quelques-uns de ses acteurs – surtout les banques –, et non pour reprendre la main sur l'allocation des capitaux, la création et la circulation de la monnaie. Logiquement, ces reréglementations, dites « prudentielles », n'ont pas empêché la crise financière de 2007-2008.

Lire aussi : « Pour la première fois depuis les années 1970, les principales banques centrales ne viendront probablement pas à la rescousse »

C'est à ce moment-là que le retour de la puissance publique s'est fait beaucoup plus pressant, mais surtout pour empêcher le capitalisme financier de s'autodétruire et assurer sa survie, voire son approfondissement, cette fois par la voie monétaire. La monnaie publique, celle que crée la banque centrale, a été mise à l'entière disposition des banques et des marchés financiers. L'intervention d'urgence, décidée au moment de la crise financière de 2008, est devenue une assistance prolongée. A chaque fois qu'il a été envisagé de débrancher la perfusion de liquidité centrale, une source plus ou moins forte de déstabilisation est venue l'empêcher : la crise du marché monétaire américain à l'automne 2019, la crise sanitaire à partir de janvier 2020, et aujourd'hui la guerre en Ukraine, qui fait envisager aux banques centrales une relance de leurs achats d'actifs en cas de récession, comme le suggère une déclaration d'Isabel Schnabel, membre du directoire de la Banque centrale européenne, le 24 mars.

Privilège abonnés

NEWSLETTER « LA LETTRE DES IDÉES »
Votre rendez-vous hebdomadaire avec la vie intellectuelle.

S'inscrire →

La puissance publique n'est plus en retrait de la finance, mais à son chevet pour lui fournir tout le soutien et les garanties qu'elle demande. Elle ne pose pas de garde-fous ni ne cherche à ralentir l'expansion de la finance globale, mais à sauvegarder l'activité des banques, des fonds et des marchés financiers. Comme l'écrit l'économiste Benjamin Lemoine dans *La Démocratie disciplinée par la dette* (La Découverte, 157 p., 13 €), *« les institutions publiques de la dette et de la monnaie (Trésor et Banque centrale) opèrent aujourd'hui comme une usine à garantie de l'industrie financière privée »*.

Usage guerrier

Avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie et les sanctions prises en représailles par les Occidentaux, les Etats en viennent à se servir de la finance globale comme d'une arme : gel des réserves internationales, déconnexion du réseau de messagerie interbancaire Swift, interdiction de transactions, etc. Cet usage guerrier de la finance révèle que les Etats ont bien la capacité d'intervenir dans les rouages de la finance, de la re-cloisonner, de la balkaniser quand telle est leur volonté. C'est aussi ce qu'a montré la menace du gouvernement canadien de geler les avoirs bancaires et les polices d'assurance des camionneurs qui manifestaient en février à Ottawa contre les restrictions sanitaires. Si, en revanche, il n'a pas été possible jusqu'ici de débrancher du réseau Swift des banques implantées dans des paradis fiscaux ou de suspendre les transactions sur les *dark pools* (plates-formes très opaques de transactions financières), c'est que telle n'est pas la volonté des Etats.

Lire aussi : Jean Pisani-Ferry : « Il faut resserrer le nœud coulant des sanctions sur la Russie »

La déglobalisation de la finance ne rime donc pas forcément avec la définanciarisation de l'économie – elle sauvegarde plutôt la poursuite de son expansion. Dans sa version guerrière, elle vise plus à affaiblir l'économie de l'ennemi politique qu'à mettre la finance au service de l'économie et de ses nécessaires transformations. Une véritable déglobalisation « utile » passerait par une refonte profonde de la régulation de la finance pour la réorienter vers les objectifs de transition écologique et la reconnecter aux besoins de l'économie réelle. Cette déglobalisation-là servirait à résoudre les problèmes mondiaux. Les deux autres, c'est moins sûr !

Jézabel Couppey-Soubeyran est maîtresse de conférences à l'université Paris-I et conseillère scientifique à l'Institut Veblen

Le Monde

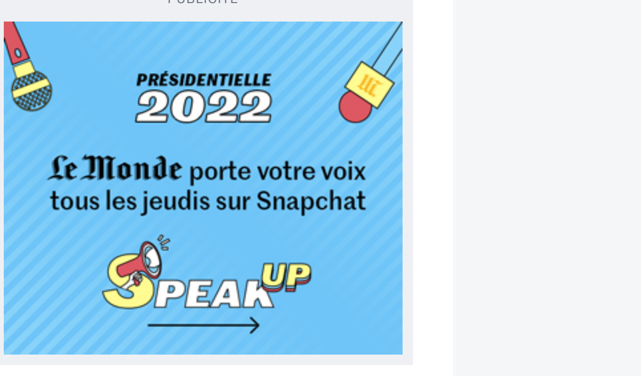
Contribuer · Sélections · Partage

Édition du jour
Daté du mardi 5 avril

Lire le journal numérique

Les éditions précédentes

PUBLICITÉ



Les plus lus

1 Guerre en Ukraine, en direct : le sud du pays frappé durement par la Russie, le Nord libéré mais dévasté

2 Guerre en Ukraine, en direct : les témoignages de massacre à Boutcha et Borodianka se multiplient, la Russie dénonce une « mise en scène » mais n'apporte pas de preuve

3 Massacre de Boutcha : sur les réseaux sociaux, l'opération de désinformation de Moscou

Contenus sponsorisés par Outbrain

PUBLICITÉ NUTRAVYA
Ce professeur de 71 ans partage son astuce pour améliorer la vue

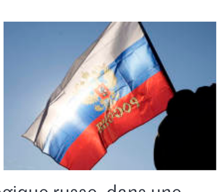
PUBLICITÉ HUAWEI
Windows 11 et HUAWEI Matebook 16 : Écran FullView 2,5K de 16 pouces

Dans la même rubrique

Guerre en Ukraine : « Pourquoi a-t-on si peur de Poutine, au lieu de faire peur à cet homme qui ne respecte rien d'autre que les rapports de force ? »
TRIBUNE. L'essayiste Jan Krauze , ancien correspondant du « Monde », fustige, dans une tribune, le choix des Occidentaux de limiter leur aide à l'Ukraine à des armes défensives et s'interroge sur leur attitude vis-à-vis du dirigeant russe.

Boutcha, tournant de la guerre en Ukraine
ÉDITORIAL. La découverte de centaines de cadavres de civils ukrainiens dans les environs de Kiev suscite l'indignation. La justice internationale doit pouvoir être rendue dans des délais réalistes, sans que les coupables puissent couler des jours paisibles.

« Les élites politico-militaires russes croient que le monde leur est hostile et que les Etats-Unis sont omniscients »
En lançant une guerre ouverte avec l'Ukraine, Moscou semble avoir rompu avec sa stratégie de contournement de la lutte armée interétatique héritée de la fin de la guerre froide, analyse Dimitri Minic, spécialiste de la pensée stratégique russe, dans une tribune au « Monde ».



« Les demandeurs d'asile et les réfugiés venant d'autres pays que l'Ukraine devraient bénéficier de conditions d'accueil équivalentes »
TRIBUNE. La détresse psychique est directement déclenchée ou majorée par les politiques européennes d'immigration, souvent longues et restrictives. A ce titre, la vitesse et l'efficacité avec laquelle sont accueillis les Ukrainiens en France doivent servir de modèle pour favoriser la santé mentale de tous les exilés, estiment les psychiatres Alain Mercuel, Andrea Tortelli et l'épidémiologiste Maria Melchior.

« La cause environnementale a complètement disparu après seulement dix-huit mois du mandat d'Emmanuel Macron »
Que ce soit sur la question de la chasse, de l'agriculture intensive ou encore de la forêt et du climat, l'action politique entreprise au cours des cinq dernières années a été marquée, notamment, par le mépris du droit et des avis scientifiques, juge dans sa chronique, Stéphane Foucart, journaliste au « Monde ».

« La folle guerre en Ukraine annonce la fracture de la dictature russe »
TRIBUNE. La politiste, spécialiste de la Russie contemporaine, décrit, dans une tribune au « Monde », un pouvoir politique russe à la dérive, avec la montée d'importantes dissensions au sommet du pouvoir, un numéro un isolé, un clan divisé et une classe moyenne en état de sidération.

« La guerre des histoires est une guerre longue. Et Vladimir Poutine finira par la perdre »
TRIBUNE. La guerre en Ukraine ne se joue pas sur le terrain des faits, mais sur celui de la propagande, constate l'écrivain et scénariste norvégien Jo Nesbo dans une tribune au « Monde ». Il rappelle le rôle primordial de la fiction quand la vérité est piétinée.

« Il n'est pas possible de laisser l'Ukraine ronger son frein dans l'antichambre de l'Union européenne pendant quinze ans »
CHRONIQUE. L'adhésion du pays à l'UE s'annonce comme un processus long et délicat. En attendant, Bruxelles doit trouver le moyen de donner des signes tangibles en direction d'un rapprochement politique, estime dans sa chronique Stéphane Lauer, éditorialiste au « Monde ».

Guerre en Ukraine : entre la Chine et l'UE, le sommet du désaccord
ÉDITORIAL. Pékin est resté sourd, lors du sommet virtuel organisé vendredi, aux appels de l'Europe à ne pas contourner les sanctions à l'égard de la Russie. L'heure est venue pour les Européens de se préparer à une éventuelle coopération sino-russe.

« Contre la pensée tribale qui fragmente l'humanité, il faut tenir le discours de l'universel »
Le philosophe sénégalais Souleymane Bachir Diagne appelle, dans un entretien au « Monde », à ne rien céder face aux enfermements identitaires qui gangrènent nos sociétés et à toujours garder l'humanité comme horizon.

Energies renouvelables : « Il nous semble urgent de changer de méthode »
TRIBUNE. Trois membres de l'Académie des technologies, Yves Bamberger, Patrick Pélata et Pierre Veltz, suggèrent, dans une tribune au « Monde », de faire du déploiement de l'éolien et du solaire l'objet d'une planification nationale méthodique, mais ouverte aux territoires, aux acteurs économiques et aux citoyens.

Les espoirs déçus de la démocratie participative
Les débats citoyens ont été particulièrement nombreux durant le quinquennat d'Emmanuel Macron, sans que l'opinion des Français soit vraiment prise en compte. Au risque de provoquer une défiance vis-à-vis de ce type de consultation.

Histoire : « Quelle étrange attitude que de chaque fois écarter l'idée qu'un passé douloureux impensable puisse se reproduire ! »
TRIBUNE. Passivité, immédiateté, bruit médiatique, « vérités alternatives » … sont quelques-uns des facteurs qui nous empêchent de voir les retours tragiques de l'histoire estime, dans une tribune au « Monde », Alain Chouraqui, président de la Fondation du camp des Milles, pour qui tous les travaux sur la pensée de l'impensable doivent enseigner

L'Allemagne s'interroge sur la responsabilité d'Angela Merkel dans l'escalade agressive de Vladimir Poutine
Quelques mois après son départ du pouvoir, l'ex-chancelière se voit reprocher d'avoir fait preuve d'un certain « laxisme » à l'égard du président russe.

Justice : « La protection qui fut accordée à des Italiens dans les années 1980 se transforme, quatre décennies plus tard, en piège »
TRIBUNE. Soixante et un avocats, parmi lesquels Frédéric Berna et Marie Dosé, expliquent, dans une tribune au « Monde », pourquoi il est légitime de dénoncer les récentes procédures d'extradition visant une dizaine d'Italiens insérés en France depuis des décennies.

Philippe Bas : « Chez Les Républicains comme à gauche, notre faiblesse a été d'abandonner le terrain au Rassemblement national »
TRIBUNE. Aussi atterré par la politique d'autarcie proposée par Marine Le Pen que par celle, reposant sur la violence d'Etat, d'Eric Zemmour, le sénateur (LR) de la Manche estime, dans une tribune au « Monde », que « toute recherche d'une synthèse avec cette "autre droite" serait contre nature et nécessairement vouée à l'échec ».

Services